



« dures » au sujet de l'immigration au même titre que son partenaire de gouvernement. Mais l'Italie est loin d'être le seul pays touché par la vague populiste. La tache s'agrandit...

### Du nord au sud et d'est en ouest

Aujourd'hui, le populisme a progressé dans de nombreux pays européens à la fois dans le discours et dans la représentation au sein des assemblées. La Grande-Bretagne évoquée plus haut est un exemple intéressant. On y retrouve à la fois une montée du discours souverainiste et anti-immigration au sein de la droite classique conservatrice qui a tenu un discours pro-brexit, et des positions plutôt pro-européennes et ouvertes à l'immigration auprès des partis nationalistes d'Ecosse, du Pays de Galles ou d'Irlande. Cela contraste sans doute avec d'autres pays...

La Hongrie est dirigée par Viktor Orban et son parti, le FIDESZ (Union civique hongroise). Il voudrait faire interdire l'installation en Hongrie de populations non européennes. Plus souverainiste qu'euroscéptique, il défend des politiques nationalistes et populistes (pour une société chrétienne, anti-migrants et anti multiculturelle...).

Jusqu'il y a peu, beaucoup d'Européens pensaient que les pays scandinaves étaient à l'abri de ce phénomène. Pourtant, aujourd'hui, ils y sont confrontés. En Norvège par exemple, le Parti du Progrès peut être défini comme libéral, conservateur et nationaliste. Il tient un discours anti immigrés et anti-Islam et participe au gouvernement. Au Danemark, des lois « anti-immigrés »<sup>2</sup> ont été prises sous la pression du Dansk Folkeparti, le Parti du peuple danois. Ce pays est une belle illustration de la contamination des idées populistes et nationalistes, le parti Libéral faisant adopter plusieurs lois très restrictives à l'égard des migrants.

En Suède, l'argument « Les étrangers et réfugiés menacent le système social » tenu par le Parti démocrate, formation d'extrême droite, a déteint sur les autres partis suédois et influencé des mesures de remise en question des politiques migratoires et d'une société interculturelle.

Nous pourrions poursuivre ce tour d'Europe des droites populistes en évoquant le Parti des Vrais Finlandais mais aussi la situation dans d'autres pays comme la Pologne, la Grèce, l'Autriche ou la France. Un tour d'Europe qui n'oublierait pas la Belgique et tout spécialement la Flandre ou le Vlaams Belang et la N-VA marient ultrarégionalisme (voire nationalisme), conservatisme social et discours anti-migrants,

le tout avec des accents populistes.

Les discours populistes seraient-ils l'apanage de la droite la plus extrême ? Elle n'en a pas le monopole. Si la droite « classique » est aussi touchée par ce phénomène, certains partis situés à la gauche de l'échiquier politique jouent parfois dangereusement avec des arguments populistes. Nous sommes en droit de nous demander si populisme de gauche et de droite sont proches. Le populisme de gauche est censé combiner la rhétorique « anti-élite » à l'anti-capitalisme, la justice sociale ou l'opposition à la mondialisation. Mais les populistes de droite s'appuient aussi sur des discours qui s'aventurent sur ces mêmes terrains et brouillent ainsi les cartes, facilitant l'adhésion à « l'antisystème »<sup>3</sup> et le passage d'électeurs de l'un vers l'autre...

### Les migrations au cœur du débat européen

Les mouvements migratoires ne sont pas nouveaux sur le sol européen. Ils ont toujours existé. Nombreuses sont les personnes, ►

## ALLIANCES DOUTEUSES EN ITALIE

En juillet 2018, le ministre italien de l'Intérieur Matteo Salvini a promis de faire des élections européennes « un référendum entre le monde de la finance et du travail, entre une Europe sans frontières avec une immigration de masse et une Europe qui protège ses citoyens ». Attardons-nous un instant à ce discours qui peut séduire plus d'un démocrate généralement électeur de gauche. Il promet, en effet, de combattre la finance et de protéger le citoyen. C'est un discours en « trompe-l'œil » car si le programme économique et social qu'il met en avant a des accents progressistes pour certaines mesures comme l'abaissement de l'âge de la pension, il évoque aussi une diminution des impôts. Cette dernière mesure est bien accueillie dans tous les milieux, mais séduit surtout les ultralibéraux car elle favorise les plus fortunés et prive l'Etat de moyens en faveur de programmes sociaux.

Ce n'est sans doute pas un hasard que le très droitier ex-conseiller du président Trump, Steve Bannon, considère le gouvernement Salvini comme son bébé. Il est sans doute étrange de parler de gouvernement Salvini comme c'est souvent le cas dans la presse, car le poste de Premier ministre est assuré par Giuseppe Conte, un professeur de Droit qui était inconnu sur la scène politique italienne mais proche du M5S. Salvini a pris quelques mesures spectaculaires saluées par une bonne partie de la presse, comme la fermeture de ports empêchant le débarquement de centaines de candidats à l'exil provenant de pays africains.

Derrière le slogan « les italiens d'abord » (ressemblant étrangement à « America first » de Donald Trump), le gouvernement Salvini a pris des mesures comme l'abrogation du permis de séjour humanitaire qui prive les personnes concernées de l'accès aux services sociaux. Mais plusieurs maires de gauche, dans la foulée de celui de Palerme, Leoluca Orlando sont entrés en résistance en refusant d'appliquer ces mesures.

► au travers des siècles, qui ont fui leur pays souvent pour des raisons politiques (guerres, persécutions religieuses...) ou économiques, s'installant dans un autre pays européen, voire traversant mers et océans pour un autre continent. Même quand le pays d'accueil était demandeur, les conditions d'installation et de vie étaient souvent difficiles comme en atteste encore l'immigration italienne de l'après Seconde Guerre mondiale. Aujourd'hui, si des mouvements migratoires se poursuivent entre pays européens, une bonne partie des migrations a changé de nature et d'origine. De nature car c'est souvent la demande d'asile qui est aujourd'hui le motif, et d'origine car elle concerne surtout des populations extra-européennes même si celles-ci étaient déjà présentes dans les migrations « économiques »<sup>4</sup>. La question des migrations et tout spécialement de l'accueil de candidats réfugiés sera sans doute mise à l'agenda des débats politiques par les partis populistes de la France à la Hongrie en passant par l'Italie (voir encadré page suivante).

Plus généralement, elle sera sans doute au cœur de débats électoraux dans tous les pays européens. Contrairement à ce que l'on pense généralement, l'Europe a pourtant adopté en la matière de nombreuses dispositions contestables ou non, comme la « directive retour » qui concerne les personnes déboutées du droit d'asile mais aussi sur de nombreuses autres questions comme le permis de séjour, le regroupement familial ...

La question de l'accueil des réfugiés constitue une des causes de la montée des partis populistes, nationalistes ou d'extrême droite qui cultivent le mythe de l'invasion massive, de la perte des valeurs et traditions ou encore de risques pour le modèle social et le soutien de l'Etat à la population autochtone. Ces discours populistes intègrent souvent des ingrédients islamophobes et attisent des peurs irrationnelles.

Si certains répètent encore que l'on ne peut accueillir toute la misère du monde, on en est bien loin avec seulement 17% des réfugiés sur notre continent, alors que l'Afrique en compte près du double. La Turquie a passé un accord avec l'UE en mars 2016 et compte sur son territoire près de 3 millions de réfugiés. La plupart des personnes déplacées et des réfugiés vivent dans des camps dans des pays voisins du leur comme de nombreux Syriens qui sont réfugiés au Liban, pays de 4 millions d'habitants qui accueille 1 million de réfugiés. Les discours de la droite populiste prétendent que l'Europe est laxiste et laisse entrer tout le

monde alors que, comme nous l'avons vu, la « sous-traitance » à la Turquie, les politiques d'éloignement ou les investissements dans FRONTEX (l'Agence européenne de garde-frontières et garde-côtes) pour un montant annuel de 320 millions d'euros démontrent le contraire. En l'absence de réforme de la directive « Dublin » qui consiste à déléguer la procédure d'examen d'asile au premier pays qui a accueilli les personnes concernées, les pays de l'UE ont adopté en juin 2018 plusieurs projets très contestables, dont la mise à l'étude de « centres de tri » par des « plateformes extraterritoriales » qui seraient érigées dans des pays d'Afrique du Nord.

### Prendre un autre tournant ?

Nous l'avons vu dans cet article, la question des réfugiés mais aussi d'autres mesures économiques et sociales ont facilité la progression des idées et des partis populistes et contaminent les débats entre les Etats.

Se pose alors la question de la marche arrière. Comment enrayer ce mouvement qui fragilise les solidarités et la démocratie ? Voilà sans doute un défi majeur pour les gauches en Europe. Elles doivent convaincre les populations, de l'échelon local au continental en proposant et en appliquant des politiques novatrices et solidaires, en rupture avec les consensus mous « socio-libéraux » afin de répondre aux défis sociaux et environnementaux vécus au quotidien par les populations. ■

*Paul Blanjean*

### QUESTIONS DE DÉBAT

- Comment lutter contre les peurs irrationnelles et les discours populistes qui font le lit des partis populistes ?
- Face à la progression du populisme et de l'ultra-droite, quel modèle la gauche peut-elle mettre en avant sur la scène européenne ?
- La gauche montre parfois des signes de divergence face au défi migratoire. Pour les mouvements ouvriers, comment éviter le piège de la division entre les populations belges et étrangères ? Le discours de la solidarité est-il encore audible dans le contexte actuel ?

1. Après l'incendie du « Reichstag », le Parlement de Berlin, le 28.02.1933, près de 4000 membres du Parti communiste furent envoyés dans les camps de concentration.
2. Dès 2002, il y a eu le vote de lois très restrictives sur le droit de séjour d'étrangers non communautaires et, en 2018, le Danemark n'a accepté aucun nouveau réfugié.
3. La notion d'antisystème mérite d'être interrogée. La presse présente souvent les leaders politiques qui ne sont pas les élèves d'un parti « classique » comme des « antisystème » ils l'ont fait aussi pour Trump et Macron des personnalités bien ancrées dans le système économique et financier de domination. Cette notion permet de ne pas interroger la domination de l'économie capitaliste sur ledit système.
4. Un tournant dans les migrations économiques, en Belgique, est sans aucun doute la catastrophe du Bois du Cazier, en 1956, qui a provoqué la fin de l'immigration italienne et le recrutement pour le secteur minier dans d'autres pays comme la Turquie ou le Maroc.